

# Assemblée nationale du Québec

## DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

1re Législature, 2e Session

1869

Texte établi par Marcel Hamelin

Québec  
Journal des Débats  
1974

Séance du 8 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Moll, la pétition du conseil de ville de la ville de Berthier.

Par M. Church, la pétition de J.C. Chamberlin et autres, du comté d'Ottawa, et la pétition du conseil municipal du comté d'Ottawa.

Par l'honorable M. Dunkin, la pétition de la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly.

Par M. Joly, la pétition de Joseph Laurin et autres, notaires du district de Québec.

Par M. Bergevin, la pétition de Narcisse Leclerc et autres, de la paroisse de Saint-Etienne, comté de Beauharnois.

Par M. Chapleau, la pétition de Louis Maillé et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte.

Par M. Desaulniers (Saint-Maurice), la pétition du révérend T. Martel et autres, de la paroisse de Saint-Bernabé; et la pétition du révérend J.-D. Comeau et autres, de la paroisse de Saint-Boniface.

Par M. Mailloux, la pétition d'Etienne Fourrier et autres, des paroisses de Saint-Antonin et Rivière-du-Loup, comté de Témiscouata.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De l'honorable John Young, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie hydraulique de Montréal," et pour étendre les dispositions de l'acte 24 Victoria, chapitre 96.

De la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, et de l'Association de la salle Saint-Patrice de la cité de Montréal; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De Valère Guillet, George Baptist, D.-G. LaBarre et autres, de la cité des Trois-Rivières; demandant que tout bill tendant à autoriser leur conseil de ville à faire des emprunts d'argent, soit par l'émission de débentures ou autrement ou à créer de nouveaux impôts dans ladite cité, soit rejeté et ne devienne pas loi;

De R.L. Ball et autres, de Roxton et autres townships; demandant à être érigés en paroisse sous le nom de Sainte-Pudentienne;

De John Davidson et autres, de la cité et banlieue de Québec; demandant la nomination d'un inspecteur pour le pain et le bois dans ladite cité;

De l'honorable J.S. Sanborn et autres, de la ville de Sherbrooke; demandant des amendements au bill concernant le notariat;

De F.-X. Bossé et autres, du township de la Rivière-au-Renard; demandant l'abrogation de

la section 28 du chapitre 109 des statuts refondus pour le Bas-Canada;

De Messieurs Allan, Gilmour et Compagnie, et autres, marchands de bois des provinces de Québec et d'Ontario; demandant qu'avant qu'un pont soit construit sur la rivière Ottawa, au Nord de l'île de Montréal, des commissaires soient nommés par le gouvernement pour en choisir le site.

De Daniel-Adolphe Plessis dit Bélair, de la paroisse de Sainte-Rose; demandant la conservation des privilèges qui leur sont confiés par l'acte 10 et 11 George IV, chap. 56, concernant l'érection d'un pont sur la rivière Jésus, vis-à-vis le village Sainte-Rose.

De J.-B. DeBien et autres; demandant la conservation des droits et privilèges qui leur sont confiés par l'acte 12 Victoria, chapitre 187, concernant l'érection du pont "DeBien."

De la compagnie des chemins de péage de l'île Jésus; demandant une indemnité dans le cas que le projet de loi, pour la construction d'un chemin à lisses entre Montréal et Saint-Jérôme, serait adopté.

De l'école de médecine et de chirurgie de la cité de Montréal; demandant que leur allocation soit continuée.

Des directeurs du dispensaire de la cité de Québec; demandant une allocation annuelle en faveur dudit dispensaire.

De J. Williamson et autres, du township de Melbourne; demandant de l'aide pour un chemin.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brome): Propose que la pétition de la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue, laquelle demande des amendements à l'acte d'incorporation de ladite compagnie.

Accepté.

Rapports de comités:

M. L.R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la "Compagnie d'amélioration de la rivière Maganacippi," et y a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de rapporter à votre honorable Chambre le bill pour la formation et l'encouragement des sociétés de colonisation et de recommander que ledit bill soit adopté sans amendement.

Il dit que le rapport de ce comité n'était

soumis que pour matière de forme; l'intention du gouvernement étant, comme cela avait été annoncé déjà, de recevoir toute espèce de suggestions tendant à rendre la mesure la plus utile possible. Il proposa d'envoyer de nouveau le rapport et le bill à un comité de toute la Chambre jeudi.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke et des townships de l'Est, le bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de la vallée du Saint-François, et le bill pour réduire le fonds capital de la compagnie pour l'exploitation et la fonte des minerais de Saint-François, et a fait des amendements à chacun de ces bills, lesquels il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

#### Introduction de bills:

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les dispositions des divers actes relatifs à l'incorporation de la cité de Québec.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Dit qu'il secondait la motion, sans s'engager à voter pour ce bill.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes relatifs à l'incorporation de la cité de Québec.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUBEAU (Québec-Comté): En l'absence du représentant de Brome (M. Dunkin), demande la permission d'introduire un bill concernant les cautionnements des officiers de cette province.

Accordé.

#### Olivier Robitaille

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour autoriser Olivier Robitaille à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant, comme usufruitière, à Marie Eléonore Isabella Macdonald, sa pupille.

Adopté. Il est ordonné, que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

#### Union Saint-Joseph de Sorel

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter du bill visant à incorporer l'Union Saint-Joseph de Sorel.

La Chambre étudie le bill et fait rapport à la Chambre, avec un amendement.

#### Compagnie des bois et des terres du Saint-Maurice

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la compagnie des bois et des terres du Saint-Maurice.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Attire l'attention de la Chambre sur la deuxième clause de ce bill, laquelle lui paraît accorder à la compagnie des pouvoirs illimités relativement à la construction de chemins de fer par tout le pays.

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Dit que l'objet de son bill tente seulement de mettre la compagnie en état de relier leurs travaux à la rivière. Aucune portion des routes n'excéderait trois milles en longueur.

Adopté.

#### Union Saint-Joseph de Notre-Dame de Hull

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Union Saint-Joseph de Notre-Dame de Hull.

Adopté.

#### Société de bienfaisance des ouvriers anglais de Montréal

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société de bienfaisance des ouvriers anglais de Montréal.

Adopté.

#### Interpellations:

##### Rapport des enquêtes de coroners

M. P. LARUE (Portneuf): Demande le rapport des enquêtes des coroners depuis l'organisation de la Confédération avec certains détails y ayant trait.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que ce rapport exigerait une grande somme de travail et de dépenses, sans qu'il pût y entrevoir aucun bénéfice apparent.

#### Spencer Wood

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Dit qu'il a reçu instruction de M. Simard qui est confiné dans son lit, de retirer sa motion insérée dans les ordres du jour, deman-

dant le rapport de la correspondance relative à Spencer Wood, attendu qu'il a été informé qu'il n'en existe pas.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande pendant que la Chambre en est sur cette question si la rumeur suivante est fondée: Le gouvernement se propose-t-il d'acheter dans les environs de Québec, un site de très grande valeur afin d'y ériger un château, pour le lieutenant-gouverneur?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que cette rumeur n'est pas fondée, mais que le gouvernement a en vue l'achat d'une bâtisse convenable pour une résidence privée.

### Loteries

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill visant à amender le chapitre 95 des statuts refondus<sup>1</sup> du Canada, concernant les loteries.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Approuve la première clause qui permet aux bazars pour les institutions religieuses ou charitables de tirer les objets au sort; mais il s'oppose à tout encouragement donné à des loteries pour des buts séculiers. Si le moteur ne retire pas la deuxième clause, il propose le renvoi à six mois.

M. P. FORTIN (Gaspé): Soutient l'opinion émise par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), et cite comme exemple de certains abus, l'histoire de cette fameuse loterie de Kankakee qui fit ici un si grand nombre de victimes.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Au contraire, plaide en faveur du bill tel quel, et dit qu'en principe, les loteries ne sont point immorales.

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Après une longue discussion, consent à retirer la clause, et obtient la permission d'ajouter le mot "d'éducation" aux buts mentionnés dans la première clause.

Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. Dumoulin, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le procureur général Oimet, l'honorable M. Langevin, M. Poupore, M. Church, M. Marchand, M. Joly et M. Bellerose, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

### Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet le message suivant à la barre de la Chambre:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour continuer la Législation de Québec, dans le cas de décès du Souverain."

Bill intitulé: "Acte pour changer les limites des comtés de Joliette et de Berthier."

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'association de la salle d'asile de Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal."

### Introduction de bills:

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose la première lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour incorporer l'association de la salle d'asile de Montréal".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose la première lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

### Subsides

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remet à l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, lequel est revêtu de la signature de Son Excellence. Voici ce message:

M. N.-F. BELLEAU: Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, un estimé des sommes requises pour la province, pour dix-huit mois, à compter du premier janvier 1869, et en conformité des dispositions de la 54e section de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867." Il recommande ces estimés à l'Assemblée législative. (Documents de la session, no 5.)

Hôtel du gouvernement,  
Québec, 8 mars 1869.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brome): En me levant ce soir je me rappelle involontairement l'indulgence et la générosité dont la Chambre faisait preuve à mon égard, dans une pareille circonstance l'an dernier. Cette indulgence je la réclame encore, non pour la même raison, mais parce que je dois mettre sous vos yeux un sujet aride et entrer dans de longs détails de nature à fatiguer l'attention et à lasser

la patience des députés. Avant d'aborder la question principale qui forme le fond de mon discours, il me faut donner quelques explications que la Chambre ne trouvera pas déplacées.

Je ne peux oublier cette indulgence, d'autant moins que je suis embarrassé, car la connaissance de notre état financier reste inexacte. Les obstacles nous empêchant alors de connaître notre situation financière sont toujours là. A cause de circonstances contre lesquelles ni moi ni personne n'avons pu agir, je ne peux mettre devant la Chambre un état précis comme je l'aurais voulu et comme l'aurait mérité le pays. Le gouvernement local n'est sûrement pas blâmable, ni le gouvernement du Dominion. On ne peut accuser personne, mais seulement regretter que cet état de chose continue.

Le système financier du Canada présente des côtés nouveaux. C'est une machine qui n'est pas compliquée mais qui a besoin d'être étudiée pour que l'on puisse se rendre compte de tout. C'est le gouvernement fédéral qui absorbe le revenu du Canada; les provinces ont ce qu'il leur donne et les sources de revenus qu'elles peuvent créer elles-mêmes.

D'un autre côté, il faut en dire autant des dettes des provinces. Le gouvernement fédéral, lors de l'Union, les a acceptées jusqu'à concurrence d'une certaine somme qui, pour Québec et Ontario, atteint le chiffre de 62 millions de dollars. Mais la dette réelle dépassait cette somme de plus de \$9 millions. C'est la part afférente à chacune des deux provinces qu'il faut déterminer. Ce travail n'est pas encore fait, à mon grand regret. L'an dernier je vous disais à peu près la même chose et j'espérais qu'à la prochaine session nous saurions à quoi nous en tenir sur notre dette. Mais il a été impossible d'en venir à une solution. En exprimant de nouveau mon regret, je dois dire qu'il n'y a personne à blâmer, et que ce retard ne peut raisonnablement être imputé ni à l'Ontario, ni au Canada, ni à la province de Québec.

On a dit que ces délais avaient lieu de surprendre. On a répété sur tous les tons qu'il était facile de trancher cette difficulté et que les parties intéressées faisaient preuve de mauvaise volonté. Il suffit de connaître un tant soit peu la question pour voir combien peu cette accusation est fondée et qu'elle n'a pu être lancée que par l'ignorance ou la mauvaise foi. Qu'on veuille bien se rappeler que la constitution n'indique pas la manière dont on doit diviser ce surplus de dette; qu'il n'y a en Canada aucun tribunal pour juger sur les points en litige dans cette affaire et qu'il faudrait, advenant un conflit, en appeler au gouvernement impérial. D'ailleurs, jetons un regard sur les temps antérieurs à l'union des provinces. Cette question de la dette divisait alors les esprits. Le Haut et le Bas-Canada la discutaient à perte de vue: jamais l'on a pu s'entendre; les différents gouvernements, les partis politiques ont augmenté ou diminué la dette et fini par tout embrouiller.

S'il était très difficile alors de voir clair dans

cette question, l'on peut conclure que maintenant elle ne s'est pas éclaircie d'elle-même et que ce n'est pas en jouant que l'on peut la résoudre. Alors, il n'y avait qu'un gouvernement, aujourd'hui il y en a deux en présence avec des intérêts différents. Les livres sont entre les mains d'un troisième gouvernement, ce qui n'aplanit aucun obstacle.

Il est donc nécessaire d'agir avec prudence et modération; si nous cédions à la pression extérieure, si nous prenions conseil de la violence, tout se briserait et, nous ne gagnerions rien à brusquer les choses.

On ne cesse de répéter que les nouvelles institutions fonctionnent depuis dix-huit mois et que l'on peut accomplir des travaux herculéens pendant une aussi longue période.

Chose singulière, on paraît oublier que les trois gouvernements avaient un nombre infini d'occupations à l'origine. Le travail d'organisation avec des éléments nouveaux est long et pénible.

L'oeil du maître est nécessaire et la présence du ministre est indispensable; il lui faut s'occuper de minuties qui ne le regardent nullement.

Quand un gouvernement était prêt à agir, un autre ne l'était pas, et de là des retards. Il avait été arrêté que nous nous réunirions au mois de juin, mais bientôt M. Rose dû partir pour l'Angleterre. Il s'agissait de conclure un emprunt important dans des conditions favorables, et il eut commis une grande faute politique en ne se rendant pas où les intérêts du Canada l'appelaient. Nous nous sommes rencontrés plusieurs fois, mais dans chaque circonstance, les affaires ne nous ont pas permis de tout régler.

Il y a plusieurs lettres écrites de part et d'autres. Toutes ces négociations ont préparé les voies et jeté un peu de lumière sur les chiffres embrouillés.

Cependant, ces discussions préliminaires nous ont fait connaître plusieurs détails importants. Le surplus de la dette dépasse \$9 millions.

C'est la dette nominale.

Mais dans ce chiffre entrent bien des sommes qui devront être déduites de la dette des deux provinces.

D'ailleurs, nous avons aussi entre les mains du gouvernement du Canada des créances pour un montant de \$11 millions. Sans doute l'on ne pourra pas réaliser la plus grande partie de cette somme, mais nous pourrions en tirer quelque chose. Il serait donc inutile d'exagérer cette dette et de vouloir la faire peser à l'avance comme un cauchemar sur le gouvernement de Québec.

Encore une fois, le jour n'est pas éloigné où il nous sera permis de connaître à un centin près le montant de nos obligations et je serai très heureux alors, car on doit éprouver une grande satisfaction quand on connaît exactement la position financière de son pays.

J'aborde de suite un autre sujet: je veux

maintenant établir une comparaison entre les estimés de revenu de 1868 et les recettes. Si vous jetez un regard sur les estimés du revenu présenté à la dernière session, vous verrez que je les portais au chiffre de \$2, 531,297, et nous avons reçu \$2,436,796. La différence est de \$94,000., c'est une très petite somme sur un montant aussi considérable. Elle est moindre en réalité car il nous est dû \$75,000. de différentes sources. Le gouvernement fédéral nous doit encore une somme considérable et je crois que mes assertions sont fondées et qu'il nous revient une somme assez ronde.

Voici quelques chiffres des estimés du revenu. J'attendais \$655,000 des terres de la Couronne, nous avons touché \$734,639., \$93, 186. des licences, etc., et elles ont rapporté \$99,866; les timbres, etc., devaient produire, suivant nos calculs, \$189,000, et j'en ai retiré \$198,813. Le fonds d'emprunt municipal m'a trompé, il ne m'a donné que \$92,000. au lieu de \$110,500. que j'en attendais. L'éducation a rapporté \$14,061. et nous comptons sur \$6,890. Les réformes ont donné \$3,860. et non \$12,000. Je portais \$6,000. au compte du revenu casuel et j'en ai reçu \$5,381. Le fonds des incendiés de Québec, sur lequel je ne comptais pas, m'a donné \$2,000.

Un mot maintenant sur l'estimé de la dépense et sur la dépense réelle de l'an dernier. Les estimés étaient portés à \$2,097,717. Nous avons épargné sur cette somme au-delà de \$206,000.

A tout prendre, notre position financière est bonne et meilleure que nous avions lieu de nous y attendre. Aujourd'hui, je puis dire que la province possède \$749,636.

Ce dernier chiffre peut paraître considérable. Il contient en effet une partie du subside fédéral et l'on peut s'attendre à voir cette somme diminuer vu que d'ici au prochain

subside les recettes seront moins considérables que les dépenses.

Sans doute, l'on cherchera à faire voir que cette somme n'est pas considérable en montrant le surplus de l'Ontario. Mais pourquoi toujours établir des comparaisons quand les positions entre les deux provinces sont différentes? Ai-je besoin de dire que nous avons ici deux langues, et que ce fait entraîne des frais d'impression considérables: il exige un plus grand nombre d'employés et les frais d'impressions sont deux tiers plus considérables. Ai-je besoin de parler du Conseil législatif, qui n'existe pas en Ontario et dont nous reconnaissons la nécessité à Québec? Ce sont là des choses connues et que je ne devrais pas être obligé de rappeler.

De plus, l'Ontario reçoit un subside plus considérable que le nôtre. Son sol est meilleur, ses sources de revenus sont plus nombreuses. Voilà des faits qu'il faut faire entrer en ligne de compte si l'on veut arriver à la vérité. Autrement on risque de la défigurer et d'être accusé de mauvaise foi.

Le surplus que nous possédons doit nous inspirer de la confiance dans l'avenir; nous ne devons pas nous laisser aller à la tristesse ou au désespoir. Mais il faut bien aussi se mettre en garde contre l'excès contraire et contracter des dettes pour développer nos ressources.

Cet acte accuserait chez nous beaucoup d'audace et d'imprudence. Avant de contracter des obligations, il faut asseoir notre crédit sur des bases stables, de manière à inspirer la confiance à tous ceux qui transigeront des affaires avec nous.

J'arrive maintenant aux estimés de la dépense et du revenu pour les dix-huit mois à partir du 1er janvier 1869. Je les ai calculés pour une période de dix-huit mois afin d'arriver au bout de l'année fiscale qui se termine au mois de juillet 1870. Voici le chiffre du revenu probable pour cette période:

En main le 1er janvier 1869	\$ 674,608.22
Subside du Canada	1,438,879.20
Balances	16,582.70
Terres de la Couronne	616,772.00
Licences et timbres	344,827.00
Education	25,481.00
Réformes	1,950.00
Asile de Saint-Jean	300.00
Casuel	6,000.00
Législature	1,500.00
Assurance, palais de justice, (Aylmer)	12,000.00
Intérêts en balances	15,000.00
Gazette officielle	24,091.00
Total	\$3,177,991.12

Les estimés de la dépense sont entre vos mains et j'attire votre attention sur quelques chiffres. Vous trouverez un item de \$12,000.

pour l'immigration. Vous savez tous que l'été dernier nous avons conféré sur ce sujet avec le gouvernement fédéral et les autres provinces.

Tous les délégués sont arrivés à une entente complète. Le gouvernement du Canada conserve le contrôle sur l'immigration. Mais les provinces pourront agir de concert avec lui, établir des agences en Europe et le Canada accrédiitera nos agents. Ces \$12,000. seront employés pour promouvoir les intérêts de l'immigration et nous agirons sans esprit de parti ou de nationalité, sans esprit d'exclusion. Tous les émigrés pourront se présenter ici, ils seront bienvenus s'ils appartiennent à la classe honnête et laborieuse. C'est le seul titre que nous exigeons de ceux qui viennent s'établir au milieu de nous.

Plus loin se trouve une somme de \$45,000. affectée aux chemins à lisses de bois. Depuis quelque temps ce système nouveau a fait beaucoup de bruit; on l'a vanté sur tous les tons: plusieurs compagnies désirent faire l'essai de ces chemins dont elles attendent les meilleurs résultats. Le gouvernement veut le succès de ces entreprises qui ne pourront que promouvoir les intérêts du pays et ils se montrent disposés à en encourager quelques-unes dans la mesure de ses forces. Le gouvernement, après avoir bien étudié la question, a décidé d'accorder pendant une période de 20 ans, 3 pour cent sur le coût de l'ouvrage, soit \$150 par mille, car l'on dit que ces chemins coûteront \$5,000 par mille.

Après avoir bien réfléchi, le gouvernement n'a pu se résoudre à accorder des concessions de terre à ces compagnies. Nous ne pouvons les céder pour bien des raisons, car c'est un système qui retarde la colonisation; en effet la spéculation s'en empare, et les garde jusqu'au jour où l'on peut en retirer de bons profits. On cite l'exemple des Etats-Unis, mais nos voisins possèdent des terres immenses très fertiles où ils ne sont pas obligés de construire des chemins. Si nous voulions donner des terres sans ouvrir des voies de communications, personne n'en voudrait.

D'ailleurs, les terres sont une de nos principales sources de revenus.

Quant au chemin de fer des Piles, nous sommes prêts à lui accorder les mêmes secours qu'aux autres chemins, mais nous ne pouvons lui accorder les 1,500,000 acres de terres que

l'on demande de lui assurer. L'on prétend que ces terres ont été données, l'on veut nous faire confirmer cette donation. Nous ne pouvons passer aucune loi dans ce sens.

Quelques-uns de ces chemins à lisses de bois ont des grands ponts à construire. Le gouvernement a décidé que l'on estimerait leurs frais de construction, et que l'on accorderait aussi 3 pour cent sur le coût de l'ouvrage.

Le trésorier termine son discours en faisant un tableau de notre position et des efforts que tous doivent faire pour empêcher notre population de diminuer, stimuler l'énergie de nos populations et faire disparaître la langueur qui semble s'être emparée de bien des gens. Nous pouvons avec nos ressources, nos richesses, atteindre ce but, si nous mettons à contribution notre énergie, notre courage et notre sagesse.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Félicite le trésorier de l'état du budget. Il partage son avis sur bien des points mais ne peut s'empêcher de différer d'opinion sur d'autres. Il a l'intention de proposer l'ajournement de la Chambre afin d'avoir le droit de parler le premier à la prochaine séance.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brome): Dit que le comité peut se former et rapporter simplement progrès ce qui donnera ainsi droit de parole au représentant de Lotbinière (M. H.-G. JOLY) à la prochaine séance, comme celui-ci le désire.

Il est ordonné que ledit message, avec les estimés qui l'accompagnent, soit renvoyé au comité des subsides.

La Chambre se forme en comité des subsides.

#### En comité:

Il est résolu qu'une somme n'excédant pas trente-neuf mille sept cent soixante et une piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'indemnité et allouance pour frais de voyage des députés et les salaires et dépenses contingentes du Conseil législatif, pour les dix-huit mois expirant le 30 juin 1870.

La séance est levée à une heure trente.